

28 octobre 2013

L'offensive islamophobe du PQ paralyse la gauche qui abandonne la rue aux identitaires

Cette fin de semaine-ci, deux manifestations successives concernant la *charte des valeurs* se sont déroulés dans les rues de Montréal. La première, dite des « Janettes », a regroupé plusieurs milliers de personnes ; la seconde, par des organisations représentatives des minorités musulmane et arabe du Québec, quelques centaines.

La première prétendait donner voie à « "toutes ces femmes anonymes, à toutes nos grands-mères, à toutes nos mères qui ont eu 15 enfants, 12 enfants, 10 enfants", a notamment déclaré Djemila Benhabib, avant de lancer : "Pour l'égalité, pour la liberté, pour la laïcité!". "On ne peut pas, et on ne pourra pas, on n'a pas le droit de renier les acquis de la Révolution tranquille », a pour sa part affirmé Akli Ourdja, cofondateur de l'Association québécoise des Nord-Africains pour la laïcité. » (Site web de Radio-Canada, 26/10/13). « Certains manifestants ont dit espérer que la marche de samedi aidera à "libérer" les femmes musulmanes, entre autres, considérées comme étant "opprimées". » (Marche des Janettes pour la charte à Montréal, Canoë, 26/10/13)

À l'autre manifestation, selon Canoë, des personnes mobilisés par les organisations arabo-musulmanes, « ont brandi des pancartes colorées, sur lesquelles on pouvait lire: "Je ne veux pas être toléré, je veux être respecté" ou "Je suis québécois, je fais partie du 'nous'". « "On voudrait recentrer le débat sur de vrais problèmes de société, comme le droit au travail, a expliqué M. Bouazzi [un des organisateurs]. On est plutôt dans une logique d'apaisement, on veut rapprocher les gens et réussir à nous unir pour un Québec meilleur. Nous ne sommes pas du tout dans une logique de tension entre le 'eux' et le 'nous', comme le véhicule le Parti québécois." Son regroupement est d'ailleurs en accord avec le principe de la neutralité religieuse de l'État, a ajouté M. Bouazzi, mais il dénonce vivement les mesures discriminatoires formulées envers les femmes musulmanes. »

"J'ai vraiment peur depuis quelques semaines, a partagé la jeune Fatima. Je marche dans la rue et on me prend automatiquement pour une femme soumise." Selon elle, le gouvernement de Pauline Marois a instauré un "climat de peur" malsain. "Ce n'est pas normal d'être terrifié de la sorte, nous sommes plusieurs dans cette situation", a mentionné Fatima, qui dit avoir reçu plusieurs menaces et propos xénophobes. Amir Khadir, député de Québec solidaire dans Mercier, a déploré le fait que de tels propos xénophobes soient entendus dans le cadre du débat entourant la charte, mais il a tenu à se porter à la défense du Parti québécois. "Je rappelle que le Parti québécois n'est pas un parti xénophobe. On n'est pas devant Le Pen en France ou Berlusconi en Italie", a déclaré M. Khadir. »

Bien sûr que le PQ n'est pas le Front national français. Il n'a pas besoin de l'être. Il lui suffit d'imiter Sarkozy et même le gouvernement Hollande ! Ce gouvernement dit « socialiste » continue le renvoi massif aux frontières des « sans papiers » et en rajoute en persécutant la petite minorité des Rom (Tsiganes) traités comme des parias. En France, depuis le printemps dernier, la droite catholico-réactionnaire, profitant du débat à propos du mariage gai et des reculs des politiques sociales imposés par le nouveau gouvernement, s'était emparé de la rue, entraînant un « ...climat ambiant nauséabond dans lequel l'ensemble de la société semblait s'enfoncer inéluctablement. » Heureusement, la jeunesse lycéenne (secondaire) a réagi en se mobilisant à l'expulsion d'une camarade rom originaire du Kosovo. « Et voilà des milliers de jeunes qui battent le pavé. Un pavé qui résonnait si peu ces derniers temps. Des milliers de visages, de voix, de slogans, de témoignages, qui tournent en boucle sur nos écrans, jusqu'alors réservés aux discours sécuritaires et autres reportages stigmatisants. » (Olivier Besancenot, [C'est pas les immigrés, c'est Valls qu'il faut virer !](#), ESSF tiré de l'Anticapitaliste, 24/10/13).

Voilà qu'au Québec, à peine un an après le printemps érable, c'est la droite identitaire qui s'empare de la rue damant le pion aux petites mobilisations soit des organisations arabo-musulmanes, soit des petits groupes d'extrême-gauche non liés à Québec solidaire... pendant que le peuple de

gauche, prostré, regarde la parade passer. Le temps n'est pas aux hésitations, à l'introspection, et encore moins à la main tendue au PQ pour sauver la charte. On ne peut pas non plus se contenter d'inaudibles assemblées électorales de quelques centaines de personnes. Comme les centrales syndicales et même la CLASSE, Québec solidaire avait raté l'appel à une grève sociale pour donner au printemps érable le deuxième souffle qui lui manquait. Voilà maintenant les mêmes en train d'abandonner la rue à la réaction identitaire et xénophobe sous prétexte qu'on y trouve des visages sympathiques d'une autre époque aiguillonnés par la compagne vedette médiatique du propriétaire de Québecor et PDG d'Hydro-Québec.

On ne peut pas compter sur les directions syndicales parce que non seulement l'hydre islamophobe, déguisé en prince charmant laïc et en belle au bois dormant féministe, fait des ravages dans leurs bases sans qu'elles ne réagissent mais aussi parce qu'elles sont irrémédiablement encrassés dans leurs privilèges de caste quand ce n'est pas dans la corruption. Par contre, la majorité de la base de Québec solidaire, à l'exception d'ultra-laïcs endurcis, récusent la charte. C'est à la direction du parti, d'autant plus qu'elle n'a plus le prétexte de se préparer aux élections, de contacter toutes les organisations de bonne volonté et d'inviter toute la population du Québec à une grande manifestation pour un Québec inclusif, sans discrimination. C'est à elle de corriger le tir de son discours qui doit ramener le débat public sur les questions qui confrontent les propriétaires-PDG et leurs conjoints, comme par exemple faire justice aux travailleuses domestiques et aux travailleurs agricoles et forestiers, les parias de notre marché du travail. Enfin, il est urgent de donner un nouveau départ à cette campagne écologique quasi invisible en l'ancrant sur des revendications percutantes et claires comme « sortir du pétrole », une nationalisation du secteur de l'énergie et des ressources naturelles, pour un transport gratuit sur dix ans, pour un programme d'efficacité énergétique pour tous les bâtiments du Québec et pour un moratoire sur les OGM.

Marc Bonhomme, 28 octobre 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca